

Dette extérieure et financement du développement économique en guinée

Baïlo DIALLO

Direction Nationale des Etudes Economiques et de la Prévision
Ministère de l'Economie et des Finances
Conakry-République de Guinée
Email : baisankdiallo@yahoo.fr / baisank@hotmail.com

Résumé

Après cinquante années d'indépendance et nonobstant plusieurs décennies des programmes d'aides publiques au développement, le résultat économique de la Guinée reste mitigé et loin d'être adéquat. Le pays se trouve aujourd'hui dans une situation économique et financière très précaire. Tous les indicateurs macroéconomiques sont en dessous des normes acceptables : inflation incontrôlable, dépréciation continue de la monnaie, détérioration des termes de l'échange, niveau de corruption élevé. Au plan social, il apparaît une pauvreté grandissante, avec plus 52 % de la population guinéenne vivant en dessous du seuil de pauvreté.

L'importance de la dette extérieure (qui est passée de 514.1 à 3 261.2 millions de dollars entre 1972 et 2004) et le problème lié au service de la dette (passé de 19.1 à 171.8 millions de dollars au cours de la même période) viennent s'ajouter aux nombreux maux dont souffre la Guinée, et compromettent ainsi tout effort de développement. Faute de disponibilités de devises, l'Etat guinéen honore difficilement ses échéances de dette extérieure. D'où le choix de ce thème afin d'examiner l'impact de la dette sur le développement économique et de proposer des solutions de politique économique, notamment en matière de gestion de la dette.

Afin d'évaluer l'effet de l'endettement extérieur sur le développement économique, l'étude s'est inspirée du modèle de Patillo et al. (2002), qui a été adapté conformément à la disponibilité des données et aux réalités économiques de la Guinée. Elle emploie la technique de cointégration pour les séries temporelles qui lui a permis d'aboutir au modèle à correction d'erreur pour la période 1972-2005. Les résultats de l'estimation indiquent que la dette extérieure agit négativement sur le taux de croissance par habitant. Ils indiquent

également qu'en prenant toutes les variables du modèle dans leur ensemble, le taux d'investissement et le développement du capital humain apparaissent comme les principales sources de croissance tandis que le pays profite peu de son ouverture commerciale et de la dépréciation de sa monnaie. Des recommandations de politique économique ont été proposées en tenant compte de ces résultats. Il s'agit de la gestion de la dette, du maintien de la stabilité macroéconomique, du renforcement des capacités humaines et de la diversification des exportations.

1. Introduction générale

Le phénomène de l'endettement est une conséquence naturelle des activités économiques. Il vient du fait que certains pays ou institutions ont des excédants financiers et d'autres des besoins de financement. L'endettement permet donc à un pays d'investir des capitaux au-delà de ses propres disponibilités financières en empruntant des excédants de capitaux (Klein, 1994). La dette ainsi créée est supposée générer la croissance et favoriser le développement. Toutefois, pour générer des ressources et pouvoir rembourser l'emprunt, ce dernier doit être utilisé de manière efficace et dans des secteurs productifs. Aussi, dès le lendemain de leur indépendance et dans la perspective de parvenir au développement économique et social, les pays africains se sont rendus compte que les infrastructures d'équipement et de production déjà en place étaient insuffisantes pour amorcer un quelconque décollage économique. L'écart entre le besoin d'investissements nécessaires et les ressources disponibles était énorme. C'est pourquoi la plupart de ces pays ont dû s'appuyer sur un fort endettement qu'ils doivent désormais gérer, l'augmentation des besoins ayant très vite dépassé les capacités de financement.

D'ailleurs, l'évolution de la dette de l'ensemble des pays en voie de développement (PVD), dans le temps, montre que l'endettement a été davantage motivé par des facteurs purement financiers que par un vrai besoin de financement des transferts de l'investissement productif. La résultante est un ensemble d'augmentations successives du montant de la dette. La dette extérieure a donc pris de l'ampleur et le cercle vicieux de l'endettement s'est installé. C'est ainsi que la dette extérieure des pays en voie de développement a été multipliée par 5, passant de 500 à 2 500 milliards de dollars entre 1980 et 2000 ; alors que la dette africaine a été multipliée par 3,4, passant de 60 à 206 milliards au cours de la même période (selon la World Bank). La République de Guinée n'échappera pas à cette crise d'endettement, elle qui a vu le stock de sa dette se multiplier par 3,10, passant ainsi de 1133,5 à 3 516,02 millions de dollars entre 1980 à 2000. Le poids de la dette aggravé par la pauvreté freine ainsi tout effort de développement.

En effet, la République de Guinée, en dépit de toutes ses potentialités naturelles et toutes sortes d'assistance (financière et technique), se trouve aujourd'hui dans une situation économique très difficile et connaît de sérieux problèmes d'endettement. Au plan macroéconomique, il apparaît un ralentissement du taux de croissance, une détérioration des termes de l'échange, une aggravation de l'endettement du Trésor vis-à-vis de la Banque Centrale, qui ne servant surtout à qu'à financer le déficit budgétaire, qui a atteint son pic en 2004 avec un solde de 197,4 milliards de GNF et une dépréciation continue de la monnaie par rapport aux devises (qui est passée de 0,09 % en 1972 à 44,6 % en 2006 par rapport au dollar US.) L'inflation a atteint 39,1 % en 2006 en glissement annuel, soit son plus haut niveau depuis plus de 10 ans.

A cela s'ajoute l'aggravation de son endettement extérieur. L'accumulation des arriérés et la mauvaise gestion de la dette ont conduit à un endettement excessif. C'est ainsi que le stock est passé de 514,1 à 3 261,2 millions de dollars US, soit un accroissement de 534,35 % entre 1972 à 2004, tandis que son service est passé de 19,6 à 171,8 millions de dollars US au cours de la même période. En outre, ce sont d'importantes sommes qui sont débloquées au titre du service de la dette chaque année. Les multiples dérapages dans la gestion macroéconomique ont engendré de sérieuses conséquences sur la mobilisation de financements extérieurs et la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). Aussi, en 2002, a-t-on assisté à la suspension du programme triennal conclu avec le FMI pour la période 2002-2004 ; de même que la mobilisation des ressources PPTE depuis 2003. Et à fin décembre 2006, on estimait à 60 millions de dollars le cumul d'arriérés de paiement au titre du service de la dette.

Au regard de tout ce qui précède, la question est : quelle est la place de la dette dans le développement économique de la Guinée ?

Aussi, l'objectif principal de cette étude est d'évaluer l'impact de la dette extérieure sur le développement économique de la Guinée, l'hypothèse de base étant que la dette n'a pas favorisé le développement économique. Pour confirmer ou infirmer cette hypothèse, il sera question de mettre en exergue la relation qui existe entre le taux de croissance du PIB par habitant, les indicateurs de l'endettement extérieur et d'autres indicateurs de croissance susceptibles de l'influencer. Ici, nous entendons par développement économique un processus par lequel le pays augmente sa capacité de production de biens et de services. Ainsi, l'étude se focalisera sur l'aspect relatif à la croissance économique, qui est une condition nécessaire (même si elle n'est pas suffisante) d'un développement économique, et le taux de croissance du PIB par habitant désigne cette croissance.

Ce travail de recherche qui traite donc de l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique de la Guinée comprendra quatre parties en plus de la partie introductive relative à la problématique et aux hypothèses de l'étude. La deuxième partie présentera non seulement des informations pertinentes sur l'économie guinéenne, mais également elle analysera en profon-

deur la dette publique guinéenne dans son ensemble tout en mettant un accent sur la dette extérieure ainsi que les différentes initiatives en la matière. Après avoir passé en revue les différentes études théoriques et empiriques menées à ce sujet à la troisième partie, la quatrième partie exposera la méthodologie utilisée, les résultats de la recherche et leur interprétation ainsi que les recommandations de politique économique. Une conclusion générale mettra fin à cette étude.

2. Poids de la dette publique et performances économiques guinéennes

2.1. Une économie minière et de services

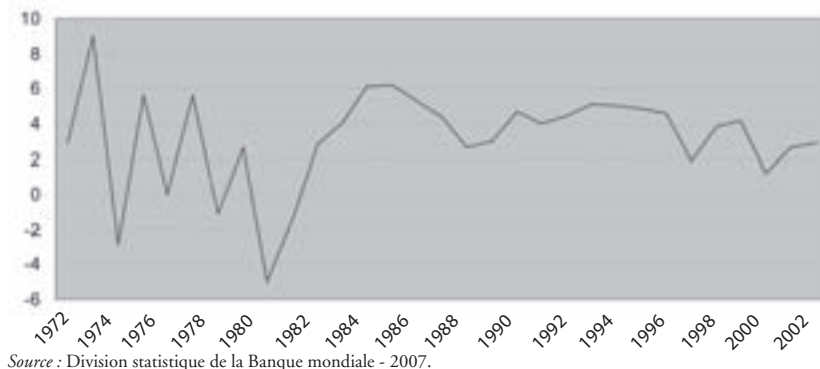
L'économie guinéenne a, dans son évolution, connu deux systèmes : le système d'économie planifiée et celui d'économie de marché. L'économie planifiée, qui a duré de 1958 à 1984, a été marquée par la centralisation du rôle de l'Etat dans les activités économiques. Les acquis de cette période sont :

- La création de 180 (cent quatre-vingts) entreprises industrielles, qui étaient pour la plupart des gouffres financiers pour le budget national ;
- La suppression du commerce privé dès novembre 1964 ;
- La mise en place du système « de normes » en milieu rural. Il s'agit de fournitures obligatoires en nature en guise d'impôt par habitant ; les prix d'achat de produits agricoles étaient également imposés par l'Etat.

En 1958 le secteur rural employait 85 % de la population active, fournissait 65 % du PIB et 60 % des recettes d'exportation. En 1986, il ne représentait que 30 % du PIB et seulement 3,5 % des recettes d'exportation. C'est dans ce contexte que le système planifié a cédé le pas à l'économie de marché à partir de 1985. Depuis cette date, la Guinée se trouve engagée dans un processus de réformes économiques et financières soutenues par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Ces réformes visaient à relancer la croissance économique et à améliorer les conditions de vie des Guinéens à travers la restauration des équilibres macroéconomiques. Ces réformes ont certes eu des effets positifs, mais le véritable changement escompté n'a pas eu lieu d'autant plus qu'on assiste toujours à une dégradation des conditions de vie de la population, surtout ces dernières années.

D'une manière générale, l'activité économique n'a pas toujours suivi les réformes mises en œuvre dans le cadre de la promotion d'une croissance soutenue et durable. Elle continue de subir les effets de l'absence d'un secteur privé dynamique capable de générer des ressources susceptibles de résorber le déficit de la balance des paiements et le chômage. Le taux de croissance du PIB a évolué en dents de scie sur la période 1972- 1986, comme l'indique le graphique ci-après.

Figure 2.1. Evolution du taux de croissance du PIB réel de 1972 à 2005



De 1972 à 1982, les taux étaient relativement élevés (de 5,1 % en 1974, le taux était à 9 % en 1976), même s'il y a eu également des taux négatifs (-5 % en 1983). Par contre, depuis 1986, les taux sont positifs, mais atteignent rarement 6 % alors que celui de la période 1994-2004 a oscillé autour de 4 % avec un pic de 5,2 % en 1997.

Par ailleurs, la structure de l'économie est caractérisée par un secteur tertiaire prédominant, avec une contribution en moyenne au produit intérieur brut (PIB) nominal de l'ordre de 41,1 % ; les secteurs primaire et secondaire y ont des proportions respectives de 29,9 % et 20,9 % pour la période allant de 1986 à 2004. Si, dans le secteur primaire, l'agriculture joue un rôle prépondérant, le secteur secondaire est caractérisé par l'importante contribution des recettes d'exportation du sous-secteur des mines. De même, l'économie demeure largement tributaire du secteur minier qui rapporte plus du quart des recettes courantes de l'Etat et près des trois-quarts des recettes d'exportation. Depuis des décennies, la bauxite reste incontestablement le principal produit d'exportation de la Guinée, qui détient près des 2/3 des réserves mondiales. L'or et le diamant contribuent également à la formation du PIB, mais leur part reste faible, car ils sont sous exploités. Le tableau ci après indique l'évolution des principaux produits d'exportation.

Ainsi, pour longtemps, au regard des réserves minières du pays, l'exploitation minière restera l'une des principales sources de revenus en devises et demeurera une activité importante pour la croissance économique du pays.

2.2. Etude de la dette intérieure

La dette intérieure d'un pays est la dette que l'Etat contracte des résidents (ou institutions) dudit pays dans la monnaie nationale. En Guinée, cette dette s'est beaucoup accrue ces dernières années. A la fin de l'année 2004, la dette intérieure de l'Etat représentait environ 22 % du PIB. Elle était composée d'avances de la Banque Centrale (15 %), de bons du Trésor

**Tableau 2.1. Liste des principaux produits d'exportation
 (en millions de dollars US)**

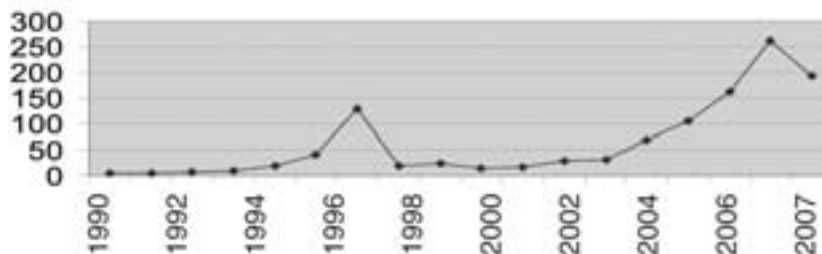
| Années | Bauxite | Alumine | Or | Diamant | Café | Coton | Poissons | Autres |
|-------------------|---------|---------|--------|---------|-------|-------|----------|--------|
| 1989 | 415,82 | 130,49 | 50,74 | 67,26 | 19,20 | 6,52 | 0,02 | 3,70 |
| 1990 | 457,60 | 166,01 | 43,22 | 64,33 | 22,06 | 18,64 | 46,83 | 1,84 |
| 1991 | 434,39 | 134,55 | 32,23 | 50,75 | 23,75 | 21,39 | 22,77 | 1,85 |
| 1992 | 358,82 | 102,52 | 19,75 | 55,38 | 24,33 | 20,94 | 24,99 | 4,85 |
| 1993 | 333,27 | 108,89 | 13,89 | 70,03 | 36,59 | 14,59 | 22,80 | 16,66 |
| 1994 | 283,20 | 88,17 | 20,77 | 31,94 | 67,24 | 15,60 | 26,87 | 14,17 |
| 1995 | 326,00 | 96,32 | 72,88 | 35,31 | 43,03 | 21,73 | 58,95 | 11,31 |
| 1996 | 311,58 | 103,60 | 65,20 | 38,87 | 13,48 | 22,62 | 36,02 | 12,73 |
| 1997 | 325,93 | 94,50 | 34,01 | 56,81 | 31,59 | 34,54 | 46,83 | 4,45 |
| 1998 | 325,14 | 100,31 | 72,06 | 34,01 | 37,49 | 37,49 | 24,14 | 11,49 |
| 1999 | 296,65 | 85,60 | 120,12 | 50,82 | 35,42 | 20,29 | 14,00 | 28,43 |
| 2000 | 299,42 | 102,77 | 131,48 | 61,57 | 21,41 | 25,37 | 23,48 | 20,92 |
| 2001 | 319,58 | 138,54 | 139,34 | 28,14 | 15,18 | 16,69 | 25,16 | 29,54 |
| 2002 | 282,21 | 137,80 | 162,32 | 35,86 | 17,64 | 29,02 | 30,15 | 13,59 |
| 2003 | 255,88 | 144,98 | 179,34 | 52,19 | 20,40 | 31,46 | 34,05 | 13,73 |
| 2004 | 292,32 | 162,92 | 164,70 | 48,15 | 8,94 | 0,30 | 36,17 | 36 |
| 2005 | 358,14 | 173,38 | 182,44 | 45,48 | 11,64 | 0,34 | 26,74 | 38,34 |
| 2006 ^e | 404,69 | 147,07 | 327,00 | 42,91 | 27,64 | 0,30 | 37,04 | 35,92 |
| 2007 ^e | 424,64 | 165,67 | 374,90 | 50,73 | 26,86 | 0,00 | 36,24 | 15,00 |

e : estimation

Source : Modèle de simulation économique de la Guinée (2007).

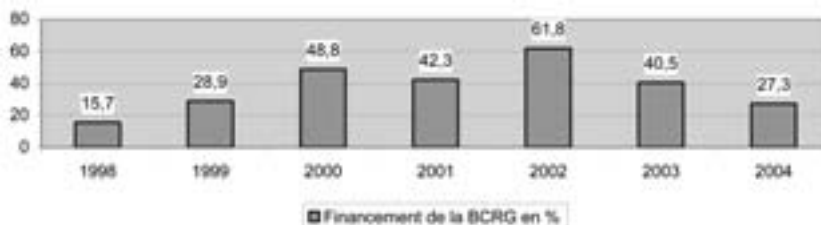
détenus par les banques commerciales (4 %) et d'arriérés accumulés envers le secteur privé (3 %). Le volume et la structure de cette dette intérieure illustrent non seulement la dégradation de la trésorerie de l'Etat, mais aussi l'affaiblissement des capacités financières des entreprises publiques et des opérateurs économiques privés. Les causes de cette augmentation massive de la dette intérieure sont principalement les moins-values sur les contributions des sociétés minières, le faible niveau de recettes fiscales, l'absence de concours extérieurs depuis 2002 et l'accumulation des arriérés. La figure ci-après montre l'évolution de la dette intérieure, en milliards de francs guinéens.

**Figure 2.2. Evolution de la dette publique intérieure
 (en milliards de francs guinéens)**



Source : Modèle de simulation économique pour la Guinée (2008).

Figure 2.3. Financement du déficit budgétaire par la BCRG de 1998 à 2004 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée (2005).

Par ailleurs, on assiste à une forte interdépendance entre la politique monétaire et la politique budgétaire, le rythme de la création monétaire étant fortement corrélé au montant du déficit budgétaire. De 1998 à 2004, la contribution de la Banque centrale dans le financement du déficit budgétaire est passée de 15,7 à 27,3 %, avec un pic de 61,8 % en 2002.

Toutefois, le désendettement de l'Etat s'est opéré vis-à-vis de la BCRG de 16,97 milliards de GNF et de 63,40 milliards GNF auprès des banques commerciales. En termes de stocks, la position nette consolidée du Trésor public auprès du système bancaire, à la fin juin 2005, était de 733,03 milliards de GNF auprès de la Banque Centrale et de 248,52 milliards de GNF au niveau des banque primaires. En outre, l'exécution budgétaire 2007 a conduit à un désendettement du Trésor vis-à-vis de la BCRG à hauteur de 192,43 milliards de GNF, marquant toutefois une accumulation d'arriérés qui se chiffre à 197,74 milliards.

En somme, la dette intérieure reste importante et le fort déficit public ne permet pas de la résorber efficacement. Même si la part de la dette intérieure diminue, elle demeure néanmoins encore élevée et cela pénalise l'épargne nationale qui est relativement faible (20 % du PIB), en raison d'une épargne publique (qui est restée pendant un temps négative, avant d'osciller autour de 3 % du PIB ces dernières années) pratiquement inexistante, l'essentiel des recettes étant affecté au service de la dette et aux dépenses courantes (les salaires). La dette intérieure constitue ainsi un véritable obstacle à la relance de la croissance.

2.3. Etude de la dette extérieure

La Guinée, pays socialiste dès son accession à l'indépendance, s'est vite tournée vers les pays de l'Est, notamment la Russie (ex URSS), dans le cadre de l'emprunt, entre autres. Dans les années 1960, les principaux créanciers de la Guinée étaient les pays de l'Est, en particulier la Russie (ex URSS), et la part des conventions signées avec la Russie a été évaluée à 47 % sur un total de 27 conventions. Toutefois, à cause de la non-convertibilité de la monnaie russe, le pays s'est tourné vers d'autres bailleurs dont les plus importants sont les créanciers du Club de Paris et les organisations internationales, et ce, depuis

Tableau 2.2. Evolution de la dette extérieure, en million de dollars US

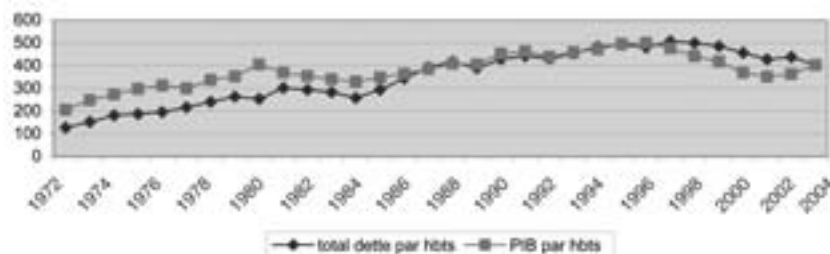
| Années | Service dette | Encours dette | Total dette ext. |
|--------|---------------|---------------|------------------|
| 1972 | 19.6 | 610.7 | 514.1 |
| 1974 | 27.5 | 876.6 | 743.6 |
| 1976 | 38.1 | 1 032.2 | 824.1 |
| 1978 | 72.6 | 1 283.8 | 1 040.1 |
| 1980 | 109.3 | 1 545.6 | 1 133.5 |
| 1982 | 88.9 | 1 576.7 | 1 365.6 |
| 1984 | 110.3 | 1 691.7 | 1 256.2 |
| 1986 | 71.7 | 2 472.6 | 1 764.1 |
| 1988 | 127 | 3 035.1 | 2 265.7 |
| 1990 | 168.6 | 3 436.8 | 2 476.2 |
| 1992 | 87 | 3 462.4 | 2 633.6 |
| 1994 | 96.8 | 3 507.7 | 3 109.8 |
| 1996 | 113.5 | 3 612.8 | 3 240.3 |
| 1998 | 159.1 | 3 545.9 | 3 376 |
| 2000 | 155 | 3 387.9 | 3 516.02 |
| 2002 | 125 | 3 400.9 | 3 364 |
| 2004 | 171.8 | 3 218 | 3 261.2 |

Source : World Development Indicators (2006).

les années 70. Progressivement, le fardeau de la dette s'est alourdi en raison notamment de la mauvaise gestion et de l'accumulation des arriérés. C'est ainsi que le stock de sa dette s'est élevé à 3141 millions de dollars en 2006 contre 514,1 millions de dollars en 1972, tandis que l'encours est passé de 610,7 à 3 141,45 millions de dollars entre 1972 et 2006. Quant au service de la dette, il est passé de 19,60 à 206,72 millions de dollars au cours de la même période.

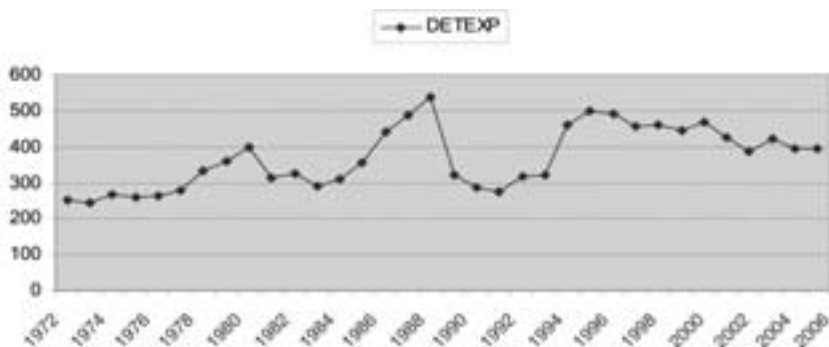
Pour la période allant de 1990 à 2002, le service de la dette a représenté en moyenne environ 25 % des dépenses courantes. En 2007, le service de la dette est estimé à 193,78 millions de dollars dont 49,59 millions en intérêt, quoiqu'aujourd'hui l'essentiel des ressources extérieures de la Guinée provienne de dons au titre de l'aide publique au développement et représente près 60 % des flux nets des ressources du pays. Le graphique ci-après indique l'évolution de la dette par habitant comparativement à celle du PIB par habitant.

Figure 2.4. Evolution de la dette par habitant et du PIB de 1972 à 2004 (en dollar US)



Source : WDI 2005 et BM 2006.

Figure 2.5. Evolution du ratio de l'encours de la dette sur les exportations (DETEXP) de 1972 à 2005



Source : WDI et Division statistique de la Banque mondiale (2006).

Paradoxalement, c'est à partir de 1987 que le ratio dette par habitant s'est accru alors qu'on venait de mettre en place les programmes d'ajustement structurels ; et depuis 1996, la dette par habitant est supérieure au PIB par habitant. Cela survient alors que, depuis 2005, la dette par habitant tend à baisser pour se rapprocher du PIB par habitant, en raison de la baisse du concours extérieur.

Aussi se demande-t-on pourquoi les importants flux financiers obtenus grâce à l'endettement n'ont pas favorisé le décollage économique de la Guinée.

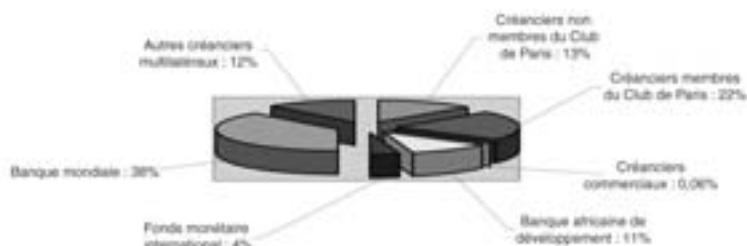
En outre, le ratio de l'encours de la dette sur exportation est passé de 250 % à 396 % entre 1972 et 2005 avec un pic en 1995 (500 %), alors que la valeur souhaitée était de 275 %. Dans le même temps, le ratio du service de la dette sur exportations a oscillé entre 5 et 29 % au cours de la même période pour un ratio du service de la dette programmé sur exportation de 30 %.

La mauvaise gestion des ressources publiques, le déficit de dialogue politique et social et l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat ont conduit à une baisse drastique des financements extérieurs¹, compromettant ainsi la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SRP), ce qui éloigne la perspective pour la Guinée de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015.

Par ailleurs, la mauvaise gestion de l'économie, ces dernières années, a entraîné une aggravation de la pauvreté, qui est passée de 49,2 % en 2002 à 53,6 % en 2005. Cette situation s'explique fondamentalement par la mauvaise gouvernance, l'inadéquation des stratégies et programmes de développement qui sont mis en œuvre, l'incohérence des mesures de politiques budgétaires et monétaires.

1. L'UE, principal partenaire financier du pays, a suspendu sa coopération financière depuis 2001. De même, depuis la suspension du programme avec le FMI en décembre 2002, la Guinée n'a pu accéder au point d'achèvement de l'IPPTE, initialement prévu en 2003, ni bénéficier d'appuis budgétaires pour financer sa SRP.

Figure 2.6. Ventilation de la dette extérieure, par créancier (fin 2004)



Source : Banque mondiale (2006).

S'agissant de la structure de la dette extérieure de la Guinée, elle montre une prédominance de la dette multilatérale, suivie de la dette provenant des pays membres du Club de Paris.

A la fin de l'année 2004, la dette extérieure publique de la Guinée est estimée à 3,270 millions de dollars. Sur ce montant, 65 % sont dus à des créanciers multilatéraux (dont les trois-quarts à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement) et 22 % à des créanciers du Club de Paris, le reste étant détenu par des créanciers non membres du Club de Paris et les créanciers commerciaux.

Quant aux problèmes liés à l'endettement, ils sont multiples et sont liés à plusieurs faits dont, entre autres :

- Comme dans la plupart des PPTE, la dette extérieure de la Guinée est, du fait des monnaies qui la composent, sensible aux variations du dollar par rapport aux autres grandes devises internationales. Cette dette étant libellée à hauteur de plus de 70 % en euros, en yen et en DTS, la dépréciation du dollar par rapport à ces devises en a accru la valeur en cette monnaie ;

- Le déficit du compte courant extérieur (transferts exclus) s'est aggravé, passant de 4,6 % du PIB en 1989 à 7,7 % du PIB en 2006 à cause d'une détérioration des termes de l'échange et d'un accroissement élevé des importations, notamment celles des produits pétroliers et des denrées alimentaires.

- Le problème fondamental dans le domaine fiscal est la faiblesse du niveau des revenus, qui entraîne une insuffisance de ressources consacrées aux investissements et aux services publics essentiels, y compris dans les secteurs sociaux, ce d'autant plus que le pays est tenu de payer les intérêts de sa dette – qui est une composante des dépenses courantes. La mobilisation des revenus est restée en dessous de 12 % du PIB ces dernières années, bien en deçà d'une moyenne d'environ 18 % du PIB pour les pays de la sous-région. Le service de la dette continue à peser, car, en moyenne, il représente environ 25 % des dépenses courantes ces dernières années.

- Les indicateurs de la soutenabilité de la dette se sont aggravés par rapport aux calculs faits lors du point de décision de l'Initiative PPTE, reflétant essentiellement la baisse de la valeur des exportations (d'environ 20 % en moyenne annuelle) et des revenus fiscaux.

- Un des problèmes non moins importants est le niveau élevé de la dette intérieure vis-à-vis de la Banque centrale, qui est dû au recours à la planche à billets. Le stock total de la dette publique guinéenne était d'environ 3,4 milliards de dollars au 31 décembre 1999, selon le document publié par la FMI en 2001.

- Enfin, il y a le problème de gestion de la dette avec son orientation vers des secteurs qui ne sont pas souvent productifs (le plus souvent, le choix des bénéficiaires est purement politique) ; à cela se greffent la gabegie et la corruption, qui sont institutionnalisées.

D'autres dysfonctionnements ont également conduit à la crise : l'utilisation douteuse des fonds empruntés ; l'insuffisance des gains en devises ; la situation de déficit public ; les fortes fluctuations des prix des matières premières ; le manque de diversification dans les recettes d'exportation, ainsi que la mauvaise gouvernance.

2.4. Initiatives en la matière

Face aux problèmes d'endettement et dans la perspective de stimuler la croissance des pays pauvres, en particulier ceux de l'Afrique au Sud du Sahara (ASS), les pays créanciers se sont concertés pour assouplir graduellement les modalités de remboursement. A cet effet, deux gammes de solutions ont été proposées aux autorités des pays concernés pour adapter la charge de l'emprunt à leur capacité réelle à servir durablement la dette. La première gamme se rapporte à des réaménagements techniques de la dette provenant exclusivement du Club de Paris et du Club de Londres. La deuxième gamme de solutions s'appuie sur le système des réaménagements précédents pour proposer, dans un processus dynamique, un allègement global de la dette (y compris les emprunts multilatéraux) qui rendrait économiquement et socialement supportable le poids de la charge de la dette. Il s'agit de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

2.4.1. Les solutions précédant l'Initiative PPTE

Les premiers mécanismes traditionnels internationaux de réduction de la dette mis en œuvre sont, entre autres, les Plans Baker et Brady, les Termes de Toronto (1988), les Termes de Londres (1991), les Termes de Naples (1995) et les Termes de Lyon (1996). La technique de réaménagement en rééchelonnement de la dette ne servant qu'à repousser les échéances dues, le pays débiteur voit ses échéances futures s'alourdir. Et si la situation économique du pays se détériore du fait d'une mauvaise conjoncture internationale sur les cours des principales spéculations ou des facteurs internes, le pays se trouvera dans l'obligation de redemander des rééchelonnements successifs. Cela a été le cas de la Guinée. La détérioration de l'environnement tant intérieur qu'extérieur l'a amené à demander plusieurs rééchelonnements. Le tableau ci-après récapitule le traitement de la dette guinéenne suivant ces termes.

Tableau 2.3. Traitement de la dette guinéenne, en million de dollars US

| Date de traitement | Type de traitement | Montant traité | Statut de traitement |
|--------------------|--------------------|--|----------------------|
| 18 avril 1986 | Classique | 200 | Remboursé |
| 12 avril 1989 | Toronto | 124 | Actif |
| 18 novembre 1992 | Londres | 203 | Actif |
| 25 janvier 1995 | Naples 50 % | 156 | Actif |
| 26 février 1997 | Naples 50 % | 122 | Actif |
| 15 mai 2001 | Cologne | 151, dont 70 annulés et 81 rééchelonnés | Actif |

Source : Club de Paris (2002).

En 1989, le montant de la dette annulée a été de 239,30 millions de dollars tandis que le rééchelonnement a porté sur 75,5 millions de dollars. En 1995, 181 millions de dollars ont été rééchelonnés et 110,91 millions annulés contre 384,2 rééchelonnés et 59,4 millions annulés en 1992 (MSEGUI 2005).

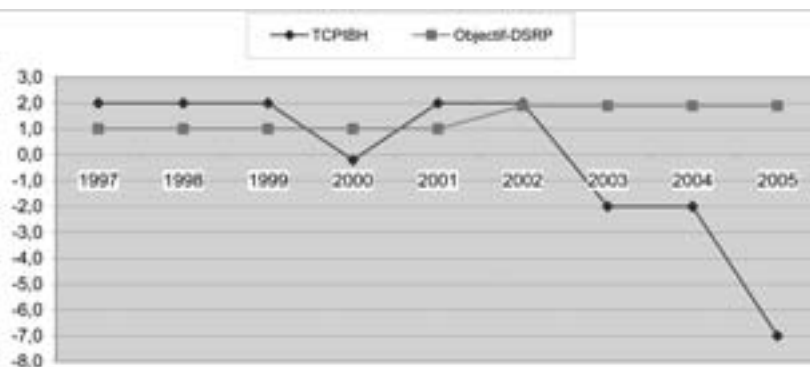
2.4.2. L'Initiative PPTE

Cette nouvelle approche axée sur la lutte contre la pauvreté a une plus grande portée, car elle tient compte des dettes des organismes multilatérales. Initiée par les institutions de Bretton Woods, ces dernières ont accepté d'assouplir les modalités d'application de l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Elle a ensuite été renforcée et soutenue par les pays industrialisés lors du Sommet du G7 de Cologne en juin 1999, ce qui a conduit à la mise en œuvre de l'Initiative PPTE renforcée.

Dans le but de bénéficier de l'assistance au titre de l'initiative, la Guinée s'est engagée dans les réformes macroéconomiques et structurelles qui l'ont amenée à être éligible en décembre 2000 à l'initiative PPTE. L'encours de sa dette au 31 décembre 1999 (année de référence pour le calcul de l'allègement au point de décision) s'élevait à 3374,788 millions de dollars, soit 219 % des exportations de biens et services en valeur actuelle, nette et 1178 millions dus au Club de Paris au 31 novembre 2000. Le 15 mai 2000, la Guinée est passée au Club de Paris dans le cadre de cette initiative. Les deux premières phases de ce programme (décembre 2000-mars 2003) ont été concluantes et des efforts de mobilisation des ressources PPTE ont été consentis et alloués aux secteurs sociaux de base. Cependant, la dégradation du cadre macroéconomique, qui est observée ces dernières années, a entraîné la suspension de la mise en œuvre intérimaire de l'initiative PPTE et le passage au point d'achèvement, initialement prévu pour mi-2003, et reporté à une date ultérieure.

Par ailleurs, depuis le lancement du processus de formulation et de mise en œuvre d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté en 2000, la dynamique de la croissance n'a cessé de baisser, accompagnée d'une forte inflation, alors que la pauvreté s'est sensiblement aggravée. En moyenne, le taux de croissance annuel du PIB par habitant s'est limité à environ 0,33 % entre 1997 et 2004, contre un taux d'accroissement de la population de 3 %

Figure 2.7. Evolution du taux de croissance du PIB par habitant de 1997 à 2005



Source : Cadrage macroéconomique (2005).

et un objectif de 1,9 % dans le DSRP (figure 2.7). Cela démontre clairement que l'objectif de réduction de la pauvreté fondée sur une croissance forte et durable est compromis. Il convient alors de s'interroger : l'Initiative PPTE constitue-t-elle une approche de solution efficace pour sortir du cercle vicieux de l'endettement et de la pauvreté en Guinée ?

Entre 1997 et 2005, le taux de croissance du PIB par tête (TCPIBH) a baissé de 2 % à -0,9 %. Après une reprise entre 2001 et 2002 (affichant un taux de 2 %), il s'est encore détérioré pour se situer à -2 % en 2004. En 2005, la situation a été pire avec un taux de -7 %, s'écartant nettement des objectifs du DSRP. Ces contre-performances s'expliquent par des facteurs externes (poursuite de l'insécurité dans la sous région, hausse des cours des produits pétroliers, etc.), mais également par la crispation du climat politique au niveau national et les dérapages dans la gestion des ressources publiques ainsi que la mauvaise gouvernance. Dans ce contexte, des défis majeurs interpellent la Guinée dans la perspective de normalisation de ses relations avec ses principaux partenaires et de relance de la dynamique de lutte contre la pauvreté dans le pays.

En avril 2005, le Gouvernement a pu néanmoins négocier la reprise du programme avec le Fonds monétaire international (FMI), qui a mis en place un programme de suivi par ses services. Mais les résultats ne sont toujours pas favorables. Toutefois, en 2007, la Guinée a repris timidement avec les partenaires au développement et elle a bénéficié d'un allègement de 547,17 millions de dollars US dont 33,43 millions rééchelonnés et 21,28 millions au titre de l'IPTE (DNDIP, 2008). En 2008, elle a pu obtenir un programme avec le Fonds. La bonne exécution du Programme de FRPC devrait permettre à la Guinée d'arriver au point d'achèvement, prévue pour le 31 décembre 2008, et qui pourrait se traduire par une annulation d'une grande partie de sa dette, dont l'encours se situait en 2007 à 75 % du PIB – après avoir atteint 112,8 % en 2006.

Après avoir passé en revue l'évolution de l'économie guinéenne et celle de la dette publique, le premier constat est que, même si la dette a évolué significativement, les performances économiques n'ont pas suivi cette logique. En somme, c'est un fait indéniable que la Guinée connaît de graves problèmes d'endettement qui le plongent dans une dépendance continue vis-à-vis de l'extérieur, alors que la pauvreté s'aggrave.

Aussi est-il nécessaire d'examiner les résultats des études théoriques et empiriques qui ont été obtenus et servent de conclusion sur le lien entre croissance et endettement.

3. Dette et croissance : les enseignements théoriques et études empiriques

Plusieurs auteurs se sont penchés sur les soubassements théoriques de la croissance économique et ses déterminants, ainsi que sur le rôle de l'emprunt. Si l'origine de ce débat est relativement ancienne, l'un des précurseurs étant Cairnes (1874), ce sont les théories récentes sur la croissance endogène qui ont contribué à son renouveau.

3.1. Cadre théorique

Il y a principalement deux courants qui s'affrontent sur la théorie économique de l'endettement extérieure et la croissance, à savoir les keynésiens et les néoclassiques. Pour les keynésiens, l'endettement n'occasionne pas de charges ni pour les générations futures ni pour les générations actuelles, en raison des investissements qu'il génère. Dans cette approche, l'endettement entraînant la relance de la demande, il provoque par l'effet accélérateur une hausse plus proportionnelle de l'investissement, qui, à son tour, incite une hausse de la production. Par contre, les classiques considèrent l'endettement comme un impôt futur et l'imputent à l'Etat. C'est une connotation négative, car selon eux, l'endettement public défavorise l'accumulation du capital et la consommation des générations présentes et futures.

Aussi, toutes les études théoriques sur le rapport entre la dette extérieure et la croissance sont largement centrées sur les effets négatifs du surendettement. La théorie du surendettement (ou Debt overhang) suggère que les emprunts extérieurs, au-delà d'un certain seuil, ont des effets pervers sur la croissance économique. Cela signifie que les emprunts supplémentaires vont décroître la probabilité de rembourser.

Le modèle à double déficit de Chenery et Strout (1966) souligne que l'endettement est lié à un déséquilibre, et suivant les cas, il s'agit du déséquilibre épargne-investissement, du déficit budgétaire et du déficit de la balance courante. Par conséquent, le modèle préconise que l'épargne externe conditionne le développement économique si les déséquilibres épargne-investissement et importation-exportation peuvent être comblés. Sur le plan interne,

il s'agit, selon ces auteurs, d'accumuler l'épargne nécessaire pour financer l'investissement interne, et sur le plan externe, de trouver les ressources nécessaires pour financer le déficit de la balance des paiements.

Dittus (1989) a mis en évidence une relation entre la pression fiscale et le remboursement de la dette. Il dénote l'existence des coûts associés à l'endettement, qui entraînent une croissance artificielle basée sur un investissement supérieur à l'effort du pays et déclenchent, par la suite, un ajustement par l'inflation.

Le modèle de Barro (1990) a attribué aux dépenses publiques productives, comme les dépenses publiques en capital d'infrastructure, un rôle moteur dans le processus de croissance économique à long terme. Selon l'auteur, la dette ne constitue pas une richesse pour la génération actuelle. Elle ne constitue donc pas un pont entre les générations dans la mesure où les agents économiques anticipent parfaitement sur les impôts futurs qui seront remboursés. Ainsi, une partie de la dette sera transférée à la génération future (dette fiscale) et l'autre partie sera compensée (titres publics). C'est pourquoi le fait de substituer l'emprunt à l'impôt n'entraîne pas nécessairement la croissance.

Quant aux études empiriques relatives à l'impact de la dette sur la croissance économique, elles ont connu récemment de l'ampleur. On peut observer le nombre croissant d'études consacrées à cette question dans les pays en voie de développement, surtout depuis la crise de l'endettement dans les années 80.

3.2. Etudes empiriques

Toutes les études effectuées sur un panel de pays telles que les études de B. Eichengreen et de R. Portes (1986), Elbadawi et al. (1996), Patillo et al. (2004), Clemens et al. (2003), ont également constaté que l'endettement excessif a un effet négatif sur le taux de croissance.

Les travaux de Barry, E. et de Portes, R. (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné de leur économie. Ils ont abouti à la conclusion selon laquelle l'endettement excessif et le défaut de paiement tendent à réduire le taux de croissance réelle et la crédibilité de l'Etat.

Elbadawi et al. (1996) ont confirmé l'effet du surendettement sur la croissance économique au niveau de 99 pays en voie de développement et ont tenté d'identifier le canal par lequel l'endettement agit négativement sur la croissance. Pour cela, ils ont identifié trois canaux de transmission des impacts de la dette sur la croissance. Il s'agit de l'effet de la dette sur la croissance, l'effet de la dette sur la liquidité en raison de la ponction due au service de la dette et, enfin, l'effet de la dette (de manière indirecte) sur les dépenses du secteur public et sur les déficits. L'étude a conclu que c'est l'accumulation de la dette qui a un impact négatif sur la croissance.

Quant à Clemens et al. (2003), ils ont estimé un modèle de croissance en retenant l'hypothèse du fardeau virtuel de la dette. Ils aboutissent à la conclu-

sion selon laquelle une diminution de 6 points du service de la dette en pourcentage du PIB va accroître le taux d'investissement de 0,75 à 1 point et la croissance de 2 points. Par ailleurs, ils estiment que si la moitié du service de la dette est annulée sans hausse du déficit budgétaire, la croissance augmentera dans quelques PPTE de 0,5 point par an.

Dans une étude complémentaire de 2002, Patillo et al. ont appliqué un modèle de comptabilisation de la croissance à un groupe de 61 pays en développement et ont constaté que le doublement du niveau moyen de leur dette extérieure réduit de près d'un point la croissance tant du capital physique par habitant que de la productivité totale des facteurs. Partis de la courbe de LIFFER, leur étude leur a permis de prouver que la dette aurait une relation en forme de U inversée avec la croissance. Les résultats obtenus confirment la thèse du surendettement car ils trouvent qu'au-delà de 160-170 % du ratio de la dette sur les exportations et 35-40% de la dette sur le PIB en valeur nominale, la dette rend négative la croissance. Néanmoins, une limite apparaît dans leur analyse, puisque le raisonnement est appliqué aux PPTE, mais est basé sur un échantillon incluant de non-PPTE.

S'agissant des études spécifiques menées au niveau des pays, les avis sont partagés. Pour Borensztein (1990), le service de la dette est un déterminant essentiel qui influence négativement l'endettement extérieur aux Philippines. Il a conclu que l'encours et le ratio du service de la dette sur les exportations ont globalement un effet inverse sur la formation du capital privé et incitent l'endettement du pays. En analysant le problème d'endettement de l'Ouganda, Barungi et al. (2000) ont identifié les problèmes liés à un endettement ainsi que ses implications sur l'économie du pays. Leur principale préoccupation étant de savoir si l'économie peut atteindre un taux de croissance de 5 % tout en maintenant un investissement intérieur adéquat, vu la forte dépendance du pays vis-à-vis des capitaux étrangers. Cette inquiétude se justifie par le fait qu'une large portion de la dette de ce pays n'est pas éligible au rééchelonnement. Pour Uzochukwu (2005), l'accroissement des indicateurs de la dette extérieure, notamment le ratio du service de la dette et celui de l'encours sur exportations, constitue la principale cause de la lenteur de la croissance au Nigeria.

Par contre, Wejeweera. et al. (2005) ont mis en évidence le lien entre la croissance économique et l'endettement au Sri Lanka durant la période 1952-2002 et ont abouti à des résultats contraires. Ils indiquent que le pays n'a pas un problème de surendettement et que l'endettement n'est pas le principal obstacle à la croissance, parce que, probablement, le stock de la dette totale n'est pas trop élevé. L'étude de Desta (2005) a également abouti à la conclusion selon laquelle ce n'est pas le paiement du service de la dette qui constitue un frein à la croissance en Ethiopie mais plutôt le taux de change effectif réel et l'inflation.

Au terme de cette revue de la littérature qui nous a permis de fouiller en profondeur sur la question relative au lien entre l'endettement extérieur et la

croissance économique, force est de constater que l'endettement extérieur a, pour la plupart des cas, un effet négatif sur la croissance économique des pays en voie de développement, et plus particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne. Il n'y a donc pas eu les résultats escomptés ; bien au contraire, les pays se retrouvent avec des niveaux d'endettement élevés. Même si l'évidence empirique nous a montré des résultats controversés quant à l'impact des différents ratios d'endettement. Si pour certains, c'est le paiement du service qui constitue un obstacle à la croissance, pour d'autres, c'est l'accumulation de la dette elle-même, ou les deux. Ces contradictions peuvent provenir soit de la variabilité des méthodes utilisées par les économistes, soit des particularités (situation économique, secteurs porteurs de croissance et disponibilités de données) des pays étudiés. La Guinée, pays pauvre très endetté, n'a pas une situation économique souhaitable ; aussi nous proposons-nous d'étudier le cas spécifique de la Guinée dans le chapitre suivant.

4. Méthodologie d'estimation et interprétations des résultats

4.1. Spécification du modèle

Les liens entre dette extérieure et croissance économique ont fait l'objet de plusieurs recherches économétriques et la plupart des résultats obtenus aboutissent à l'effet négatif de l'un sur l'autre. Pour la présente étude, le modèle utilisé par Patillo et al. en 2002 a servi de cadre de référence. En plus des ratios d'endettement, ils ont pris en compte les déterminants de la croissance et ont abouti à des résultats satisfaisants. Il s'agit du revenu par habitant décalé, des taux d'investissement, de scolarisation dans le secondaire, de la croissance démographique (tous en logarithme), de la différence des politiques suivies (ouverture, solde budgétaire), ainsi que des chocs extérieurs (termes de l'échange). Toutefois, des modifications ont été apportées à ce modèle de base en fonction de la disponibilité des données et des réalités économiques de la Guinée, tel qu'il est souligné dans la deuxième partie.

La période retenue pour l'estimation est 1972-2005. Le choix de cette période se justifie par le fait : i) que c'est à partir de 1970 que la Guinée s'est tournée vers les autres bailleurs de fonds pour la diversification des sources d'emprunt ; ii) qu'en 2005, le pays enregistre une baisse des concours extérieurs à cause notamment de la suspension du programme ; et (iii) de la disponibilité des données.

Toutefois, d'autres facteurs internes tels que l'inflation, le niveau d'endettement du Trésor ou le déficit budgétaire peuvent jouer un rôle important en tant que déterminants de la croissance, mais faute de données sur une longue

période, elles ne sont pas prises en compte dans le modèle ci-dessous. Une autre étude nécessiterait la prise en considération de l'ensemble de ces facteurs.

Ainsi, la croissance économique de la Guinée sera approximé par le taux de croissance du PIB par habitant (TCPIBHt). La croissance économique désigne l'augmentation de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, en particulier sur une période longue. En général, on utilise la croissance du PIB par habitant comme indicateur de l'amélioration du niveau de vie.

Les variables indépendantes sont : 1) Le taux de croissance du PIB par habitant décalé d'une période (TCPIBH_{t-1}). Le taux de croissance de la population (TCPOP). Une augmentation de la population pourrait influencer négativement le taux croissance. Autrement dit, une croissance démographique élevée tend à appauvrir un pays dans la mesure où il est difficile de préserver un volume de capital par travailleur important en présence d'une croissance rapide du nombre de travailleurs (Mankiw 2003) ; 2) Le taux d'investissement (TXINV), qui indique la part de l'investissement total dans le PIB. Considéré comme une source de croissance, il permet d'accroître le capital physique, d'augmenter la production, et par conséquent, le revenu. Le taux d'investissement sera décalé d'une période d'autant plus qu'en général, l'effet ne peut se faire sentir au cours de la même année. Le taux d'investissement en Guinée a oscillé entre 12 et 25 % entre 1972 et 2005 avec un pic de 27 % en 1985, année qui a marqué le début du libéralisme économique ; 3) Quant au développement du capital humain, il est mesuré ici par le taux de scolarisation au secondaire (DCH), car celui du primaire présente des écarts très importants, surtout ces dernières années avec l'avènement des OMD. Le taux de scolarisation au secondaire s'est sensiblement amélioré depuis les années 70 : de 1972 à 1983, il a oscillé autour de 13 %, avant d'avoisiner les 18 % dans les années 1985-1996 ; et depuis cette date, la hausse est significative et tourne autour d'une moyenne de 20 %. Il faut rappeler que le développement du capital humain permet d'augmenter la productivité des travailleurs, et donc leur revenu, de même que celui de l'économie nationale ; 4) Le degré d'ouverture d'un pays (OUV), qui est mesuré ici par la somme des importations et des exportations rapportée au PIB. La plupart des études (théoriques et empiriques) affirment que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettrait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être ; 5) Le taux de dépréciation de la monnaie guinéenne par rapport au dollar (TXDMON). Une dépréciation de la monnaie nationale devrait limiter les importations et favoriser les exportations, car étant donné que la monnaie nationale perd sa valeur, cela reviendrait moins cher pour l'extérieur d'y acheter. Si, dans les années 70, un dollar s'échangeait contre 25 syli, aujourd'hui, un dollar s'échange contre en moyenne 4500 FG. La monnaie guinéenne s'est fortement dégradée ces dernières années, ce qui justifie le taux élevé du paiement du service de la dette par rapport aux

prévisions. Ce taux passe de 0,10 % au début des années 70 pour atteindre les 60,5 % en 2005.

Les ratios d'endettement utilisés sont le ratio dette sur les exportations, qui est défini comme le ratio de l'encours total de la dette en fin d'année sur les exportations de biens et services (DETEXP). Un accroissement de ce ratio signifie que la dette totale croît plus rapidement que la source fondamentale du revenu. Ce taux varie de 300 à 460 % sur toute la période d'analyse. Le ratio du service de la dette sur exportations (SDEXP), qui montre la vulnérabilité des engagements dans laquelle le paiement des engagements au titre du service de la dette, est exposé au risque d'une baisse inattendue des recettes d'exportation. Il est à noter que ce ratio tourne autour de 20 % en Guinée.

Une variable dummy (DUM) a été également prise en compte pour capter l'implication du changement de régimes avec toutes les politiques économiques qui ont accompagné ce changement. Ainsi, la nécessité d'améliorer le cadre global de son développement socio-économique a conduit le Gouvernement guinéen, dès l'avènement de la 2^e République en 1985, à mettre en œuvre un vaste programme de réformes économiques et financières. Ces programmes visaient à promouvoir un développement rationnel du potentiel du pays, en réduisant les déséquilibres macroéconomiques dans le cadre d'un système économique libéral.

La forme fonctionnelle de notre modèle est la suivante :

$$TCPIBH_t = f \left(\begin{matrix} TCPIBH_{t-1}, SDEXP_t, TCPOP_t, TXINV_t, TXINV_{t-1}, DCH, OUV_t \\ DETEXP_t, TXDMON_t, DUM_t \end{matrix} \right) \quad (4.1)$$

Les variables SDEXP, TCPOP, TXINV, TXINV_{t-1}, DCH et DETEXP ont été exprimées en logarithme népérien afin d'éviter les problèmes liés aux effets de grandeur et de faciliter les interprétations. La forme linéaire est la suivante :

$$TCPIBH_t = \alpha_0 + \alpha_1 TCPIBH_{t-1} + \alpha_2 LSDEXP_t + \alpha_3 LTCPOP_t + \alpha_4 LTXINV_t + \alpha_5 LTXINV_{t-1} + \alpha_6 LDCH_t + \alpha_7 LOUV_t + \alpha_8 LDETEXP_t + \alpha_9 LTXDMON_t + \alpha_{10} DUM_t + \varepsilon_t \quad (4.2)$$

4.2. Technique de l'estimation

Afin d'examiner la présence de racine unitaire, les tests de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et de Phillips et Perron (PP) ont été appliqués. Le résultat indique l'existence des séries non stationnaires, mais qui sont intégrées en différence première. Le tableau ci-après donne le résultat du test de stationnarité.

Tableau 4.1. Test de stationnarité sur les variables utilisées dans le modèle²

| Variables | ADF (level) | | ADF (1st difference) | | PP (level) | | PP (1st difference) | |
|-----------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | C | CT | C | CT | C | CT | C | CT |
| TCPIBH | -3.769 ^a | -3.889 ^a | 8.200 ^a | -8.063 ^a | -3.731 ^a | -3.876 ^a | -10.184 ^a | -9.958 ^a |
| LSDEXP | -1.754 | -2.795 | -2.661 ^c | -2.792 | -2.222 | -2.107 | -6.643 ^a | -6.608 ^a |
| LTCPOP | -1.842 | -1.268 | -5.581 ^a | -5.877 ^a | -1.834 | -1.182 | -5.581 ^a | -5.952 ^a |
| LTXINV | -1.716 | -1.575 | -4.674 ^a | -5.003 ^a | -1.604 | -1.622 | -4.899 ^a | -5.004 ^a |
| LDCH | 0.526 | -0.485 | -2.647 ^c | -2.972 | 0.120 | -0.794 | -5.666 ^a | -5.874 ^a |
| OUV | -1.199 | -0.197 | -3.602 | -3.742 | -1.700 | -1.358 | -6.906 ^a | -7.223 ^a |
| LDETEXP | -2.672 ^a | -3.287 ^a | -3.327 ^b | -3.306 ^c | -2.289 | -2.292 | -4.879 ^a | -4.856 ^a |
| TXDMON | -3.578 ^b | -3.702 ^b | -6.306 ^a | -6.186 | -4.660 ^a | -4.808 ^a | -10.399 ^a | -10.171 ^a |
| DUM | -3.313 ^b | -4.602 ^a | -6.448 ^a | -6.343 | -5.029 ^a | -6.340 ^a | -12.389 ^a | -12.108 ^a |
| TXDMON | -3.578 ^b | -3.702 ^b | -6.306 ^a | -6.186 | -4.660 ^a | -4.808 ^a | -10.399 ^a | -10.171 ^a |
| DUM | -3.313 ^b | -4.602 ^a | -6.448 ^a | -6.343 | -5.029 ^a | -6.340 ^a | -12.389 ^a | -12.108 ^a |

Source : Auteur utilisant Eviews 5.1

Un autre test à réaliser lorsqu'on travaille avec des séries temporelles est celui de la cointégration, dont le but est de détecter si des variables possèdent une racine unitaire et une tendance stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre à long terme entre les variables, et la combinaison linéaire de deux variables provenant de séries non stationnaires est, quant à elle, stationnaire. Pour tester la présence d'une relation d'équilibre entre les variables, le test de cointégration de Johansen, qui effectue un test de rang de cointégration, a été utilisé, dont les résultats sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 4.2. Résultats du test de Johansen

| Nulle | Alternative | Trace Test | | Maximum Eigenvalue Test | |
|-------|-------------|-----------------|--------------------|-------------------------|------------------|
| | | Test Statistics | 5 % Critical Value | Test Statistics | % Critical Value |
| r=0 | r=1 | 281.092 | 179.509 | 92.360 | 54.965 |
| r≥1 | r=2 | 188.731 | 143.669 | 58.219 | 48.877 |
| r≥2 | r=3 | 130.512 | 111.780 | 42.688 | 42.772 |
| r≥3 | r=4 | 87.823 | 83.937 | 33.059 | 36.630 |
| r≥4 | r=5 | 54.764 | 60.061 | 28.868 | 30.439 |
| r≥5 | r=6 | 25.896 | 40.174 | 15.291 | 24.159 |
| r≥6 | r=7 | 10.604 | 24.275 | 5.610 | 17.797 |
| r≥7 | r=8 | 4.994 | 12.320 | 4.635076 | 11.224 |
| r≥8 | r=9 | 0.359 | 4.129 | 0.359323 | 4.129 |

Source : Auteur utilisant Eviews 5.1

Ce test dénote l'existence de 4 équations de cointégration avec le test de Trace et 2 équations de cointégration avec celui de Max-eigenvalue. L'hypo-

2. a, b et c indiquent respectivement la significativité au seuil de 1, 5, et 10 %. C : constante ; CT : constante et trend.

thèse de cointégration étant vérifiée, on peut donc conclure que c'est un modèle à Correction d'Erreur (MCE), et les tests classiques peuvent être appliqués sans risque de corrélations fortuites. Le test de cointégration nous a permis d'identifier deux équations à long terme dont :

$$\begin{aligned} TCPIB = & - 1.75 LSDEXP + 2.05 LTCPOP + 8.114 LTXINV \\ & + 0.253 LDCH + 0.481 OUV - 9.102 LDETEXP - 0.102 TXDMON \\ & + 2.59 DUM \end{aligned} \quad (4.3)$$

Ce résultat indique qu'à long terme, il existe une relation positive entre le taux de croissance de la population, le taux d'investissement, le développement du capital humain, le degré d'ouverture, le changement de régime et le développement économique, donc un rapport avec l'amélioration du bien-être de la population. Par contre, le ratio du service de la dette sur exportations, le taux de dépréciation de la monnaie et le ratio de la dette sur exportations freinent le développement économique.

$$\begin{aligned} LSDEXP = & - 0.906 LTXINV - 7.302 LDCH - 0.290 OUV \\ & + 7.618 LDETEXP + 0.491 TXDMON + 4.558 DUM \end{aligned} \quad (4.4)$$

Cette deuxième relation indique que l'augmentation du ratio de service de la dette sur exportations est due principalement à l'augmentation du montant de l'encours de la dette, à la dépréciation continue de la monnaie et au changement de régime.

Quant au modèle dynamique, il s'écrit comme suit :

$$\begin{aligned} DTCPIBH_t = & \beta_0 + \beta_1 DTCPIBH_{t-1} + \beta_2 DLSDEXP_t + \beta_3 DLTCPPOP_t \\ & + \beta_4 DLTXINV_t + \beta_5 DLTXINV_{t-1} + \beta_6 DLDCH + \beta_7 DOUV \\ & + \beta_8 DLDTEXP_t + \beta_9 DTXDMON_t + \beta_{10} DUM_t + \beta_{11} ECT_1(-) \\ & + \beta_{12} ECT_2(-1) + \mu_t \end{aligned} \quad (4.5)$$

où

- D est l'opérateur de différence première ;
- Le coefficient β_0 représente la constante du modèle ;
- Les coefficients β_1 à β_{10} représentent la dynamique de court terme ;
- Les coefficients β_{11} et β_{12} indiquent respectivement la vitesse d'ajustement du taux de croissance du PIB par habitant et du ratio de service de la dette sur les exportations pour retourner à l'équilibre, suite à un choc ;
- ECT_1 et ECT_2 constituent les termes d'erreurs correspondant aux équations à long terme avec :

$$\begin{aligned} ECT_1 = & TCPIBH + 1.754 LSDEXP - 2.05 LTCPOP - 8.114 LTXINV \\ & - 0.253 LDCH - 0.481 OUV + 9.102 LDETEX + 0.102 TXDMON \\ & - 2.52 DUM \end{aligned} \quad (4.6)$$

$$\begin{aligned} ECT_2 = & LSDEXP + 0.906 LTXINV + 7.302 LDCH + 0.290 OUV \\ & - 7.618 LDETEXP - 0.491 TXDMON - 4.558 DUM \end{aligned} \quad (4.7)$$

Les résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreur par les moindres carrés sont donnés dans le tableau après.

Tableau 4.3. Résultat de l'estimation du Modèle à Correction d'Erreur

| Variables | Coefficient | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|------------------|--------------------|----------------|
| C | -5.685039 | -1.661899 | 0.1121 |
| DTCPIBH(-1) | -0.468138 | -1.990341 | 0.0604 |
| DLSD EXP | -1.787650 | -0.490167 | 0.1387 |
| DLTCPOP | 0.988946 | 0.685783 | 0.6324 |
| DLTXINV | 6.727346 | 0.225686 | 0.8234 |
| DLTXINV(-1) | 3.795120 | 7.324725 | 0.0088 |
| DLDCCH | 1.942259 | 2.785017 | 0.0316 |
| DOUV | 3.210885 | 0.440858 | 0.6640 |
| DLDETEXP | -6.311990 | -3.679747 | 0.0089 |
| DTXDMON | 0.009013 | 0.175224 | 0.8627 |
| DUM | 0.057261 | 2.202157 | 0.0418 |
| ECT1(-1) | -0.140775 | -4.287093 | 0.0128 |
| ECT2(-1) | -0.095316 | -3.369208 | 0.0259 |
| R-squared | 0.789183 | Durbin-Watson stat | 2.180467 |
| Adjusted R-squared | 0.749301 | Prob(F-statistic) | 0.00070 |

Source : Auteur à partir de Eviews 5.1

4.3. Interprétations des résultats

Les résultats indiquent que les fluctuations du taux de croissance du PIB par habitant sont expliquées à 79 % par les variables du modèle. Le coefficient associé au terme d'erreur de l'équation de la croissance (ECT1) indique qu'on arrive à ajuster 14 % du déséquilibre entre le niveau désiré et celui effectif du développement économique. Autrement dit, en cas de déséquilibre, le système mettra au moins 7 ans ($1/0.14$) pour retrouver l'équilibre. Donc, la vitesse à laquelle le déséquilibre (entre le niveau désiré et effectif du taux de croissance) sera résorbé est extrêmement faible.

Les ratios d'endettement sont tous négativement corrélés au taux de croissance du PIB par habitant. Mais, de par son coefficient et sa significativité, c'est le ratio encours de la dette sur exportations (DETEXP) qui est l'un des principaux obstacles au développement économique en Guinée. En d'autres termes, une augmentation d'un point (100 %) du ratio dette sur exportation entraîne une baisse de la croissance de 6 points (631 %). La dette totale augmentant plus vite que la source essentielle du revenu extérieur de l'économie ; et puis, le pays rencontre des difficultés à s'acquitter de ses obligations futures au titre de la dette. D'ailleurs, on a vu au niveau de la figure 2.5 que ce ratio est supérieur à 250 %, qui est la valeur acceptable pour la soutenabilité de la dette. Quant au ratio du service de la dette sur exportation (SDEXP), il est certes négativement corrélé au ratio de croissance, mais n'est pas la véritable cause de la mauvaise performance économique. Ainsi, comme la Banque centrale n'a pas assez de devises étrangères pour assurer le service de la dette, et comme le pays n'arrive pas à payer tout le service de la

dette, celle-ci devient un fardeau et son stock s'agrandit. Par conséquent, le pays a non seulement des problèmes de liquidité mais aussi de solvabilité. Le fait que le poids du service de la dette se fait sentir au niveau du budget s'explique en grande partie par la fluctuation de la monnaie nationale par rapport aux devises de paiement (le budget étant libellé en monnaie nationale et le paiement se fait en devises). Il est à rappeler que les devises proviennent essentiellement des exportations minières, dont les prix sont fixés sur le marché international. Donc, le service de la dette n'a pas d'effet direct sur la croissance, ce qui confirme les résultats de Patillo et al (2002) qui concluent que c'est plutôt dans l'efficacité ou la qualité de l'investissement, et non son volume, qu'il convient de trouver l'explication à l'introduction et le maintien constant, du taux d'investissement comme variable explicative dans le modèle estimé.

Le signe négatif du taux de croissance du revenu par habitant ($TCPIBH_{t-1}$) initial pourrait s'expliquer par la forte instabilité de la croissance en Guinée et sa très forte sensibilité à des chocs exogènes (augmentation des prix des produits pétroliers, baisse des prix des matières premières, notamment la bauxite). Ce résultat confirme celui de Savvidès (1995) et de Ojo et Oshikoya (1995).

De par son coefficient et sa significativité, le taux d'investissement (principalement le $TXINV_{t-1}$) est la principale source de croissance en Guinée. Si ce taux augmente d'un point (100 %), cela entraînera une augmentation du taux de croissance de 3 points (379 %), ce qui confirme la théorie selon laquelle le développement d'un pays passe avant tout par l'effort consenti en matière d'investissements productifs. Au-delà des effets à court terme de l'investissement dans la conjoncture économique, il exerce une influence déterminante sur le niveau de croissance durable d'un pays. Il faut remarquer que c'est le taux d'investissement décalé d'une période qui est significatif, car les investissements ici étant ceux des infrastructures et ne pouvant donc être rentables dès l'année de base, les effets ne se font sentir qu'après un certain temps. L'impact positif du développement du capital humain (DCH) sur le taux de croissance économique se justifie par le fait que l'éducation est considérée comme la clef de voûte du développement (en particulier si l'on entend par développement l'enrichissement et l'amélioration de la productivité et du bien-être de la population). Toutefois, il faut être prudent avec cet indicateur, car il ne tient pas compte de la qualification, donc de l'efficacité. Les résultats constatent également l'effet positif du changement de régimes (DUM). Le passage de l'économie planifiée vers l'économie de marché impliquait des changements sur la vie socio-économique de la population. Des progrès ont certes été enregistrés, mais toujours est-il que la stabilité sociopolitique et économique reste fragile.

Le taux de croissance de la population (TCPOP), le degré d'ouverture (OUV) et le taux de dépréciation de la monnaie (TXDMON) sont tous positivement corrélés, mais n'affectent pas le développement économique. D'ailleurs, la plupart d'études ont montré l'inexistence d'impact entre la

croissance démographique et la croissance économique, et comme l'a souligné Barro, le caractère exogène de la variable population dans les modèles de croissance intégrés aux modèles de soutenabilité de la dette se justifie ordinairement par l'absence de relation significative entre accumulation et croissance démographique. Le degré de significativité montre également que le pays ne profite pas beaucoup de son ouverture commerciale, ce qui s'explique par le fait que l'ouverture d'un pays ne se limite pas seulement à ses échanges internationaux. En effet, elle se caractérise aussi bien par sa compétitivité que par sa capacité d'accueil de firmes multinationales étrangères, qui peuvent améliorer l'efficacité globale d'une économie via la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie. Mieux, la libéralisation des échanges est aujourd'hui considérée comme source de convergence et un élément clé pour l'élaboration de stratégies de développement. D'ailleurs, un bon nombre d'organisations internationales incitent les pays à libéraliser leurs échanges commerciaux. Mais en Guinée, la plupart des sociétés qui s'y trouvent opèrent dans le domaine minier, et le plus souvent, les activités se limitent à l'extraction et à l'exportation de produits à l'état brut. S'agissant des autres secteurs qui pourraient être porteurs de croissance (l'agriculture, la pêche, l'élevage, etc.), ils sont négligés au profit du secteur minier alors que le pays possède d'énormes potentialités dans ces domaines. En outre, les importations des biens de consommation sont nettement plus importantes que les importations de biens d'équipement. Quant à la dépréciation de la monnaie (TXDMON), elle est accompagnée d'une inflation incontrôlable et le recours à la planche à billets. Mieux, cette dépréciation n'a rien à voir avec une quelconque politique mais juste avec des dérapages économiques.

En somme, les résultats indiquent que l'essentiel du développement économique de la Guinée s'explique positivement par le taux d'investissement, le développement du capital humain, ainsi que par le changement de régime ; et négativement, par les ratios d'endettement en l'occurrence le ratio dette sur exportations et celui du service de la dette sur les exportations. Cela confirme bien l'hypothèse de base. Nonobstant l'engagement des politiques économiques nationales et l'assistance des bailleurs de fonds, force est de constater que la Guinée continue de faire l'expérience d'un endettement élevé. La dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure ne fait qu'augmenter et l'accumulation des arriérés menace ainsi son développement économique et social durable.

4.4. Recommandations

L'analyse des résultats du modèle démontre que la dette n'a pas favorisé le décollage économique de la Guinée. Néanmoins, la dette extérieure n'est pas le seul obstacle au développement économique du pays, le défi de l'amélioration des conditions de vie de sa population reste donc entier. C'est pourquoi les recommandations de politiques économiques formulées ci-après ont pour objectifs de permettre non seulement la création d'un environnement propice

afin de stimuler la croissance, mais aussi et surtout de jeter les bases d'un endettement tolérable et, de ce fait, de permettre à la dette de jouer un rôle efficace dans le financement du développement économique. Il s'agit, entre autres, de :

► *Mener une bonne stratégie de gestion de la dette*

Les impacts négatifs constatés au niveau des ratios d'endettement sur la croissance ont montré que la Guinée a des problèmes de gestion de sa dette. La gestion efficace de la dette permettra de réduire au minimum l'exposition de risque et aidera à la restructuration de la dette en vue de la ramener à un niveau soutenable. Evidemment, cette gestion n'est pas seulement concernée par la prise en compte du remboursement du service de la dette. Elle doit aussi et surtout tenir compte de leur utilisation. Les autorités devraient donc orienter les emprunts vers les investissements productifs plutôt que de les utiliser à des fins de remboursement du service de la dette ou de financement des importations.

Afin d'éviter l'accumulation d'arriérés, les services compétents devraient procéder à un rapprochement complet de leurs états de dette avec ceux de tous les créanciers du pays. Il en résultera une amélioration de la procédure de paiement du service de la dette et un meilleur suivi de la soutenabilité de la dette.

► *Diversifier les produits d'exportations*

L'exportation pourrait être une voie naturelle pour la croissance de la Guinée si l'on se réfère à ses potentialités. Le besoin d'une croissance dynamique des exportations pour renforcer sa capacité de paiements extérieurs et disposer de ressources supplémentaires passe en partie par la diversification des exportations. Ceci lui permettrait d'être moins vulnérable. Eu égard à ces potentialités, l'on pourrait diversifier les produits d'exportation en incorporant ceux des autres secteurs (agricole, pêche, artisanat) qui ont l'avantage d'être à haute intensité de main-d'œuvre, et à des coûts d'investissement moindres, en vue de diversifier les sources de croissance – gage de leur sécurisation et pérennisation.

En outre, les exportations doivent être mieux rémunérées sur les marchés des matières premières grâce à la participation active du pays au processus d'intégration économique sous-régionale et internationale. Les partenaires commerciaux devraient également élargir l'accès aux marchés américains, européens et asiatiques.

► *Maintenir une stabilité macroéconomique*

Il est reconnu que les pays qui entreprennent de bonnes politiques macroéconomiques saines et disposent de structures économiques favorables au fonctionnement du marché peuvent connaître une croissance économique

relativement souple et stable. Au nombre de ces politiques figurent en bonne place la maîtrise du niveau général des prix et la lutte contre la fluctuation continue de la monnaie. Celles-ci représentent des éléments d'autant plus importants pour la politique de stabilisation de la Guinée qu'on assiste à un retour de l'inflation à deux chiffres sans qu'il y ait de réelles perspectives de renversement de cette tendance, ainsi qu'une dépréciation continue de la monnaie imputable à des dérapages.

► *Concevoir de nouveaux mécanismes d'allégement de la dette et de l'efficacité des assistances*

A ce niveau, il convient de faire appel à l'implication des bailleurs de fonds et à la concessionnalité des capitaux extérieurs octroyés à la Guinée. Les créanciers notamment multilatéraux devraient veiller à ce que les instruments de financement en vigueur correspondent à la capacité de remboursement du service de la dette du pays. Les ressources obtenues de l'Initiative PPTE devraient être entièrement utilisées dans les secteurs prioritaires de base, à savoir l'éducation, la santé, l'infrastructure, la restructuration du cadre institutionnel et la gouvernance, le but visé étant d'assurer une amélioration des conditions de vie de la population, donc une croissance soutenable. De plus, il conviendrait d'annuler une bonne partie de la dette guinéenne, eu égard aux difficultés auxquelles est confronté le pays.

5. Conclusion

L'idée centrale de la présente étude est de d'évaluer l'impact de la dette extérieure sur le développement économique (à travers la croissance). L'étude a également examiné l'évolution de la situation économique de la Guinée, celle de la dette publique (intérieure et externe), tout en mettant un accent sur les différentes initiatives en la matière.

Utilisant un modèle à correction d'erreurs, les résultats de l'estimation ont montré que la dette n'a pas favorisé la croissance en Guinée, ce qui confirme la plupart d'études empiriques et théoriques, telles que présentées dans la troisième partie. Le schéma de croissance économique de la Guinée est bien expliqué par le Modèle à correction d'erreurs, avec un degré de confiance de 79 %. Tous les facteurs (pris en compte dans cette étude) mis ensemble, ce sont les investissements et le développement du capital humain qui constituent le moteur de la croissance, alors que le pays profite peu de son ouverture commerciale et de la dépréciation de sa monnaie. Les coefficients des ratios d'endettement montrent qu'il existe un réel problème d'endettement lié à son emploi et à sa coordination. L'accumulation des arriérés, le montant élevé de l'encours, les dérapages économiques ont occasionné un discrédit sur la solvabilité de l'économie du pays, qui s'est traduit par le risque de voir certains organismes de financement se détourner du pays. Ainsi, la fragilité de l'économie guinéenne et les problèmes d'endettement liés à sa très faible capacité de

remboursement et à l'accumulation de la dette sont manifestes. La réalisation simultanée de la croissance économique soutenable et la dette extérieure semble difficile à l'heure actuelle, comme il l'a été démontré tout au long de la présente étude ; elle pourrait rester évasive si des mesures ne sont pas entreprises. Le gouvernement pourrait jouer un rôle important en stimulant l'économie, notamment en consacrant les ressources obtenues, par exemple, de l'IPTE aux investissements publics productifs et aux secteurs prioritaires. Étant le principal débiteur, le Gouvernement guinéen a pour défi d'assurer l'efficacité dans la prestation de services ainsi que la plus grande productivité des investissements publics. Certes, des efforts ont été déjà accomplis dans ce sens, mais ils devraient être multipliés pour relever l'économie à un niveau plus haut, seul moyen d'avoir une croissance durable du développement économique. En fin de compte, l'emprunt devrait compléter l'épargne nationale, mais sans se substituer à elle. La gestion macroéconomique est importante pour la gestion de la dette extérieure. La disponibilité des finances externes devrait être compatible avec un cadre de politique à maintenir (politique de taux de change, politique de taux d'intérêt, politique des prix, etc.) Des activités de développement devront également être financées par des recettes d'exportation accrues, qui résulteraient de la mise en œuvre d'une stratégie de diversification des exportations fondée sur la croissance. Subséquemment, l'engagement à reconstruire la crédibilité est l'un des principaux défis du pays, mais la Guinée a toujours une possibilité de surmonter ses problèmes de dette extérieure, notamment en cultivant les bonnes politiques tout en s'appuyant sur les initiatives de réduction de la pauvreté. Enfin, la communauté internationale devrait fournir un environnement favorable aux exportations des pays à faible revenu, y compris la Guinée.

Références

- Abrego L. & R., Doris (2001), *Debt Relief under The HIPC Initiative : Context and Outlook for Debt Sustainability and Resource Flow*. IMF Working paper 144. Washington.
- Banque Mondiale (2004), *Global Finance Development 2004*. Washington.
- Banque Mondiale (2006), *World Bank Africa 2006*. Washington.
- Barro R. J. (1990), "Government spending in a simple model of endogenous growth", *Journal of Political Economy*, vol. 98, n° 5, pp. 103-125.
- Barry E. and R. Portes (1986), "Debt and Default in the 1930 : Causes and Consequences Ellipses", *European Economic Review* « www.dial.prd.fr/dial-publications/PDF/Doc-travail/1998-01.pdf »
- Berthélémy J.-C. et E. Girardin 1991, « Les nouvelles stratégies d'allègement de la dette des pays en voie de développement », *Revue d'économie politique*, vol. 101(4), p.529-597.

- Borensztein E. (1991), "Debt Overhang, Debt Reduction and Investment : the case of the Philippines", Document de travail FMI n° WP/90/77, présenté dans *Finances et Développement*, pp. 25-27.
- Cairnes J.E (1874), *Some Leading Principles of Political Economy Newly Expounded*. Londres.
- Camara M. (2006), *L'évolution des 56 indicateurs de suivi-évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée* GTZ, MEF.
- Chenery H.B. & A.S. Strout (1966), "Foreign Assistance and Economic Development", *American Economic Review*, vol.56.
- Clemens et al. (2003), "External Debt, Public Investment and Growth in Low-income countries", IMF, Working Paper, WP/03/249.
- Cohen D. (1995), "Large external debt and (slow) domestic growth : A theoretical analysis", *Journal of Economic Dynamics and Control*, 19, pp. 1141-1163.
- Desta M. G. (2005), *External debt and economic growth in Ethiopia*. Mémoire DEA, IDEP Dakar.
- Direction Nationale du Plan (2005), *Modèle de Simulation Economique pour la Guinée*, Ministère du Plan.
- Dittus P. (1989), "The budgetary dimension of the debt crisis in low-income Sub-Saharan countries", *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, n° 145, pp. 358-366.
- Elbadawi I., B. Ndulu & N. Ndung'u (1997), *Debt Overhang and Economic Growth in Sub-Saharan Africa*, External Finance for Low-Income Countries, ed. Zubair Iqbal and Ravi Kanbur, FMI.
- FMI (2006), *Guinea : Poverty Reduction Strategy Second annual Progress Report*. Conakry.
- Harrison A. (1996), "Openness and Growth, A Time-series, Cross-Country Analysis for Developing Countries", *Journal of Development Economics*, vol. 48, n° 2, pp.419-447.
- Keynes J.M. (1972), *Essais sur la monnaie et l'économie*. Paris, Petite bibliothèque Payot
- Klein T.M. (1994), "External debt Management", *World Bank Technical paper* N° 245. Washington DC.
- Luca R. (1986), "Adoptive Behavior and economic theory", *Journal of Business University of Chicago Press*, vol 59 (4) p.401.
- Mbanga G. N. and F. Sikod (2001), "The impact of debt and debt-service payments on investment in Cameroon." A final report to be presented at the AERC Biannual. Research Workshop a Nairobi, May 26 -31, 2001.
- Obadan I. M. (2004), *Foreign Capital Flows and External Deb ; Perspectives on Nigeria*, and LDCs Group. Ibadan (Nigeria), National Centre for Economic Management and Administration (NCEMA).
- Ojo K.O. (1989), "Debt capacity model of Sub-Saharan African : Economic Issues and Perspectives", *Development Policy Review*, vol 7. Washington.
- Osei B. (2002), *The Burden of debt service payment under structural adjustment*, IMF, Washington D C.

- Patillo C., L. Ricci & H. Poirson (2004), Washington : Dette Extérieure et Croissance Economique. Document de travail du FMI n° 04/15.
- Patillo C., L. Ricci & H. Poirson (2002), "External Debt and Growth", *IMF Working Paper*, n° 02/ 69.
- Savvidès A. (1995), "Economic Growth in Africa", *World Development*, vol. 23, 3, pp.449-458.*
- United Nations Statistics Division (2007), *National accounts Main Aggregates Database*, World Bank <<http://unstats.un.org/unsd/snaama/Introduction.asp>>. Accès le 10 février 2007.
- Uzochukwu A. (2005), "Nigeria Public debt and economic growth : An Empirical Assessment of Effects on poverty" working paper.
- Wijeweer A., Br. Dollery & P. Palitta (2005), "Economic growth and External Debt Servicing : A Cointegration Analysis of Sri Lanka, 1952 to 2002", *Working paper series in Economics, University of new England-school of economics*, No. 2005-8.

ANNEXES

Annexe 1. Résultats de l'estimation du Modèle à Correction d'Erreur

| Dependent Variable : DTCPBH | | | | |
|--|------------------|-----------------------|-------------|----------------|
| Method : Least Squares | | | | |
| Date : 03/21/07 Time : 19 :56 | | | | |
| Sample (adjusted) : 1974 2005 | | | | |
| Included observations : 32 after adjustments | | | | |
| Variables | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| C | -5.685039 | 3.420809 | -1.661899 | 0.1121 |
| DTCPBH(-1) | -0.468138 | 0.235205 | -1.990341 | 0.0604 |
| DLSDEXP | -1.787650 | 0.027924 | -0.490167 | 0.1387 |
| DLTCPOP | 0.988946 | 0.211383 | 0.485783 | 0.6324 |
| LTXINV | 6.727346 | 38.67033 | 0.225686 | 0.8234 |
| DLTXINV(-1) | 3.795120 | 8.607644 | 7.324725 | 0.0088 |
| DLDCH(-1) | 1.942259 | 1.569591 | 2.785017 | 0.0316 |
| DOUV | 3.210885 | 0.478352 | 0.440858 | 0.6640 |
| DLDETEXP | -6.311990 | 11.38452 | -3.679747 | 0.0089 |
| DTXDMON | 0.009013 | 0.051436 | 0.175224 | 0.8627 |
| DUM | 0.257261 | 2.219227 | 0.202157 | 0.8418 |
| ECT1(-1) | -0.140775 | 0.131680 | -4.287093 | 0.0128 |
| ECT2(-1) | -0.095316 | 0.122737 | -3.369208 | 0.0259 |
| R-squared | 0.789183 | Mean dependent var | | 0.468750 |
| Adjusted R-squared | 0.749301 | S.D. dependent var | | 4.723479 |
| S.E. of regression | 4.838514 | Akaike info criterion | | 6.257379 |
| Sum squared resid | 49.63550 | Schwarz criterion | | 6.761225 |
| Log likelihood | -89.11806 | F-statistic | | 5.854348 |
| Durbin-Watson stat | 2.180467 | Prob(F-statistic) | | 0.00070 |

Source : Auteur utilisant Eviews 5.1

Annexe 2. Portefeuille de financement en Guinée (en millions d'USD)

| | 1970 | 1980 | 1990 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|------------|
| Flux totaux | 89 | 80 | 262 | 303 | 218 | 344 | 256 | 244 | 94 | 203 | 106 |
| Flux officiels (inclus FMI) | 83 | 33 | 198 | 320 | 209 | 310 | 259 | 192 | 84 | 201 | 106 |
| Dettes multilatérales (inclus FMI) | 19 | 27 | 54 | 148 | 68 | 182 | 97 | 41 | 11 | 80 | 10 |
| Dettes bilatérales | 62 | -19 | 51 | -63 | -8 | 3 | -10 | -7 | -39 | -27 | -43 |
| Dons (hors assistance technique) | 2 | 25 | 93 | 235 | 149 | 125 | 172 | 158 | 112 | 148 | 139 |
| Flux privés | 6 | 47 | 64 | -17 | 9 | 34 | -3 | 52 | 10 | 2 | 0 |
| Marchés des capitaux intérieurs | 6 | 46 | 46 | -18 | -15 | 17 | -21 | -11 | 0 | 0 | 0 |
| Flux de dette | 6 | 46 | -18 | -15 | 17 | -21 | -11 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits bancaires | 6 | 46 | -18 | -15 | 17 | -21 | -11 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Obligations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Flux d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IDE | 0 | 1 | 18 | 1 | 24 | 17 | 18 | 63 | 10 | 2 | 0 |

Source : Rapport Global Finance (2003).

Annexe 3. Assistance de l'IDA au titre de l'IPTE (en millions d'USD)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | | | Cumul |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------------|-------------|---------|
| | | | | | | | | | | | | 2001- 07 | 2008- 15 | 2000-24 |
| Service dette avant assistance PPTE | 20,3 | 21,6 | 22,3 | 23,7 | 24,8 | 26,2 | 28,7 | 29,6 | 33 | 35,2 | 38,4 | 25,3 | 38,1 | 481,6 |
| Principal | 12,7 | 14,1 | 15 | 16,4 | 17,7 | 19,2 | 21,8 | 22,9 | 26,5 | 21,9 | 32,3 | 18,2 | 32,4 | 386,4 |
| Intérêts | 7,6 | 7,5 | 7,4 | 7,3 | 7,1 | 7 | 6,8 | 6,7 | 6,5 | 6,3 | 6,1 | 7,1 | 5,7 | 95,2 |
| Service dette après assistance PPTE | 20,3 | 10,8 | 11,2 | 11,9 | 12,4 | 13,1 | 14,4 | 14,8 | 16,5 | 17,6 | 19,2 | 12,7 | 19,9 | 248,1 |
| Principal | 12,7 | 7,1 | 7,5 | 8,2 | 8,8 | 9,6 | 10,9 | 11,5 | 13,3 | 14,5 | 16,2 | 9,1 | 17 | 199,6 |
| Intérêts | 7,6 | 3,7 | 3,7 | 3,6 | 3,6 | 3,5 | 3,4 | 3,3 | 3,3 | 3,2 | 3 | 3,6 | 2,9 | 48,5 |
| Epargne du service dette IDA | 0 | 10,8 | 11,1 | 11,8 | 12,4 | 13,1 | 14,3 | 14,8 | 16,5 | 17,6 | 19,2 | 12,6 | 18,2 | 233,6 |
| Principal | 0 | 7 | 7,5 | 8,2 | 8,8 | 9,6 | 10,9 | 11,4 | 13,2 | 14,4 | 16,1 | 9,1 | 15,4 | 186,9 |
| Intérêts | 0 | 3,7 | 3,7 | 3,6 | 3,6 | 3,5 | 3,4 | 3,3 | 3,2 | 3,1 | 3 | 3,5 | 2,7 | 46,7 |
| Epargne service dette due à l'IDA (%) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 49,9 | 47,8 | 49 |

Source : Autorités guinéennes et staff du FMI/BM (2003).